



Communiqué
Pour diffusion immédiate

Cités NB demande au gouvernement d'inclure les cités dans un dialogue de prise de décisions

(Fredericton- Le 19 décembre 2018) – L'Association des cités du Nouveau-Brunswick demande au gouvernement provincial d'engager la conversation avec les cités du Nouveau-Brunswick avant de prendre d'importantes décisions en matière d'infrastructure et d'investissement.

Cette demande est faite dans le sillage des annonces de la semaine dernière indiquant que le gouvernement reporterait d'importants projets d'infrastructure, dont ceux du Musée du Nouveau-Brunswick et du palais de justice de Fredericton, ainsi que d'importants projets d'aménagement routier et qu'il ne financera aucun nouveau projet d'infrastructure municipale en 2019 malgré la récente signature de l'entente bilatérale fédérale-provinciale sur l'infrastructure.

« Les huit cités du Nouveau-Brunswick sont les moteurs économiques de cette province, indique le président de l'Association des cités du Nouveau-Brunswick et maire de Miramichi, Adam Lordon. Durant la récente campagne électorale, M. Higgs, alors candidat, s'était engagé à collaborer avec les cités et avait promis de conférer aux municipalités un plus grand pouvoir sur leurs affaires. Il faut donc que nous fassions partie de la conversation lorsque le gouvernement prend des décisions qui auront une incidence majeure sur la croissance et la prospérité continues de nos cités », affirme M. Lordon.

L'Association des cités du Nouveau-Brunswick craint que ce retard des projets d'infrastructure clés aura une incidence considérable sur l'activité économique dans certaines cités au cours de la prochaine année. « Et le gouvernement a pris ces décisions sans même consulter les villes qui seront touchées », ajoute M. Lordon.

Durant l'élection provinciale de 2018, M. Higgs, maintenant premier ministre, avait aussi promis les réformes suivantes :

refondre la *Loi sur la gouvernance locale* afin de conférer aux municipalités un plus grand pouvoir sur leurs propres affaires, y compris sur leur taxation et leurs évaluations foncières;

réaliser un audit de tous les règlements qui doivent relever de la compétence de l'administration municipale;

appuyer la régionalisation et les partenariats;

éliminer les limites imposées sur la réalisation de profits par les services publics municipaux;

favoriser les initiatives communautaires de croissance économique.

« Nous demandons au premier ministre Higgs et au gouvernement du Nouveau-Brunswick de respecter ces promesses, indique M. Lordon. Ils peuvent commencer par assurer un dialogue ouvert et permanent avec les cités du Nouveau-Brunswick sur les points et les enjeux qui ont une incidence majeure sur les économies de celles-ci et sur leur capacité à continuer de propulser l'économie et la population du Nouveau-Brunswick vers l'avant. »

Personne-ressource

Charline McCoy